

Discussion en ligne Wikigender: rapport de synthèse

Les femmes et la gouvernance urbaine

3 – 7 Octobre 2016

Contexte

Une gouvernance urbaine soutenable se doit d'être inclusive et de répondre aux besoins des femmes et des filles, tout en s'assurant que leurs voix soient entendues dans les processus de décisions au même titre que celle des hommes. La nécessité de promouvoir une telle inclusivité est de mieux en mieux reconnue par les décideurs politiques. La représentation équitable des femmes et des filles dans la planification urbaine est d'ailleurs un élément essentiel de l'Objectif De Développement 11 (Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables), ce qui témoigne de l'importance croissante accordée aux problématiques de genre par la communauté internationale. Cependant, malgré ce consensus global, les réalités quotidiennes des femmes et des filles sont encore rarement prises en compte par les pouvoirs municipaux. Les femmes restent également sous-représentées au sein des structures de gouvernance locale.

La discussion en ligne « Les femmes et la gouvernance urbaine » a eu lieu entre le 3 et le 7 Octobre sur la plateforme Wikigender. L'évènement avait lieu en partenariat avec ONU-Habitat, Femmes et Villes International (WICI) et l'équipe Genre du Centre pour le Développement de l'OCDE. La discussion s'est tenue en amont de la troisième conférence des Nations Unies sur le Logement et le Développement Urbain Durable, Habitat III (17 -20 Octobre). Elle a permis à différents experts de partager leurs expériences: Claudy Vouhé de l'association Genre en Action et Caroline Andrew du Centre pour la Gouvernance de l'Université d'Ottawa ont notamment participé aux échanges en français.

Les participants ont traité le sujet en se focalisant sur les deux principaux piliers qui forment la base d'une gouvernance urbaine inclusive : l'intégration des questions de genre au sein des politiques urbaines, et la représentation effective des femmes au sein des instances de pouvoir local. Les participants ont également cherché à identifier des moyens de responsabiliser les dirigeants locaux pour générer des engagements politiques et financiers concrets en faveur de l'égalité femme-homme.

Promouvoir l'intégration des questions de genre dans la gouvernance urbaine

Les participants ont mis l'accent sur la nécessité d'intégrer les questions de genre à tous les aspects de la gouvernance urbaine. C'est uniquement en prenant en compte ces questions que les gouvernements locaux peuvent être en mesure de répondre adéquatement aux différentes expériences, et donc aux besoins différenciés des femmes et des hommes en milieu urbain. En effet, les femmes et les filles font face à différentes contraintes qui restreignent leur accès aux services en milieu urbain. Ces contraintes genrées limitent leur capacité à participer pleinement à la vie urbaine. Ainsi, il est crucial de prendre en considération la réalité des femmes urbaines pour pouvoir formuler des politiques urbaines qui bousculent le statu quo au lieu de renforcer les inégalités de genre existantes. Pourtant malgré cet impératif, les questions de genre restent encore trop peu souvent intégrées aux politiques urbaines.

Pour élaborer des politiques urbaines qui soient sensibles aux problématiques de genre, il est nécessaire de disposer de données désagrégées par sexe, qui apportent des informations sur la manière dont un individu appréhende l'environnement urbain selon son sexe. Claudy Vouhé, de l'association Genre en Action, propose de commencer par analyser les effets genrés de la provision de services publics, en utilisant des indicateurs qui se concentrent sur les notions d'« accès » et de « contrôle » (Les femmes ont-elles le même accès à ce service ? Jouissent-elles du même contrôle sur la provision de ce service ?). Cette approche vise à mesurer dans quelle mesure la provision de services publics en milieu urbain prend en compte des besoins différenciés en terme de genre. Dans un même esprit, Genre en Action encourage la tenue de « marches exploratoires », marches durant lesquelles des citoyens lambda étudient leur environnement urbain et rendent compte de son adéquation par rapport à leurs besoins. Ce processus est une manière de « démystifier le diagnostic », pour collecter des données facilement dans le but d'influencer les politiques urbaines.

Collecter plus de données désagrégées par sexe au niveau local est essentiel: cela permet aussi de rendre compte des normes sociales discriminantes qui forment la base des inégalités de genre. Les données sur les normes sociales (attitudes, croyances, etc) sont cruciales pour pouvoir étudier des problèmes comme le harcèlement de rue. Pourtant, malgré l'importance de telles données, celles-ci restent peu répandues : l'absence de consensus concernant la méthodologie et l'approche à adopter rend plus complexe la mesure des normes sociales. Comme le souligne Hilary Murphy, l'un des principaux défis identifiés par le programme Safer Cities d'ONU-Habitat est la collecte de données attitudinales, pouvant permettre aux chercheurs de mesurer «des évolutions en termes de cultures et de valeurs». Les participants à la discussion ont déploré le peu de données disponibles concernant les normes sociales, tout en encourageant les dirigeants locaux à se préoccuper de ce problème : une gouvernance urbaine inclusive ne pourra se réaliser sans les données nécessaires à sa mise en œuvre.

Amplifier les voix des femmes et des filles au sein des structures de gouvernance urbaine

Les participants à la discussion ont évoqué différentes approches pour remédier à la sous-représentation des femmes au sein des gouvernements municipaux. En effet, les femmes représentent seulement 5% des maires de capitales, 6% des maires de villes de plus d'1 million d'habitants, et 20% des conseillers municipaux dans le monde (UCLG, 2013). Face à ce problème, les quotas peuvent constituer une mesure temporaire permettant de faciliter une entrée massive des femmes au sein des instances de pouvoir (cf box). Cependant, les participants ont tenu à souligner qu'un quota seul ne suffit pas à garantir que les femmes élues soient entendues au même titre que leurs homologues masculins : en d'autres termes, une représentation quantitative n'équivaut pas forcément une représentation qualitative. Comme l'explique Kathryn Travers, l'expérience montre que des programmes de renforcement de capacités peuvent aider les femmes élues à affirmer leur position au sein d'arènes où elles restent minoritaires, en les encourageant à s'exprimer franchement et à défendre leurs positions.

Faire entendre la voix de toutes les femmes au niveau local signifie qu'il est également important de tenir compte des effets conjugués de différentes discriminations sur des femmes marginalisées. Pour Ellen Woodworth, conseillère municipale dans la ville de Vancouver au Canada, la gouvernance urbaine n'est inclusive qu'à partir du moment où elle prend en considération la diversité des femmes urbaines. Certaines femmes, discriminées à cause de leur sexualité, de leur origine ou de leur statut socio-économique, se trouvent à l'intersection de plusieurs discriminations. Du fait de

leur statut, elles se retrouvent souvent exclues des processus de décisions et déconsidérées par les acteurs de la gouvernance urbaine, ce qui les maintient dans des « zones d'ombre ».

Les participants ont également insisté sur la nécessité de ne pas se focaliser uniquement sur un objectif de représentation égale au sein des instances de gouvernement: il est tout aussi essentiel d'exiger que les dirigeants locaux déjà élus, femmes et hommes, mènent des politiques sensibles au genre et s'engagent à faire de l'égalité femme-homme une réelle priorité. En effet, la présence de femmes dans les sphères de décision ne garantit pas que les problématiques de genre seront mieux prises en compte. Comme l'explique Hilary Murphy, nous devons « réclamer, faire campagne pour que nos élus [femmes et hommes] se déclarent féministes ». Former les hommes élus aux problématiques de genre en milieu urbain est essentiel pour s'assurer que le combat pour les droits des femmes n'est uniquement porté par ces dernières.

Prendre des engagements concrets en faveur d'une gouvernance urbaine "pro-femmes"

Le manque de confiance dans les dirigeants locaux et dans les institutions est identifié par les participants comme l'un des principaux obstacles à la construction d'une gouvernance urbaine inclusive. Selon Hilary Murphy, « créer des villes qui fonctionnent pour les femmes, ainsi qu'assurer leur égale représentation et participation demande un certain niveau de confiance au niveau local ». Kathryn Travers explique qu'« en travaillant sur les problématiques de genre au niveau local, on peut facilement comprendre qu'un des principaux problèmes est le manque de confiance dans le gouvernement ». Par exemple, les femmes sont moins susceptibles de déclarer un incident de harcèlement si elles n'ont pas confiance en la capacité des instances locales à réagir de manière appropriée.

Bonnes pratiques

Turquie: Adopter une approche multi-sectorielle pour rendre les villes plus inclusives

Depuis 2006, les Nations Unies soutiennent le programme *Women Friendly Cities* dans plusieurs régions de Turquie, dans le but d'encourager les administrations locales à prendre en compte les questions de genre dans leurs processus de planification et de programmation urbaine. Le programme comprend des activités de renforcement de capacités à destination des institutions et ONG locales ainsi que des activités de plaidoyer au niveau local et national.

Inde: Mettre en place un quota visant à améliorer la parité au niveau local

En 1992, le Parlement Indien adopte deux lois modifiant la Constitution, qui stipule désormais que deux-tiers des sièges de chaque *panchayats* (instance de gouvernance locale, existant au niveau du village ou du quartier) doivent être réservés aux femmes. Le gouvernement indien est actuellement en train de débattre sur une nouvelle loi qui ferait passer ce quota à 50%.

Canada: Elaborer un guide sur l'égalité des genres à destination des municipalités

En 2015, l'initiative *City for All Women* (CAWI) s'est associée avec plusieurs villes canadiennes, ONGs, ainsi qu'avec la Fédération des Municipalités Canadiennes pour produire un guide à destination des municipalités, promouvant une gouvernance sensible aux problématiques de genre, équitable et inclusive. Le rapport, qui adopte un ton pédagogique, entend servir de référence aux dirigeants locaux.

Espagne: Soutenir les femmes élues dans leur rôle

En 2012, l'Association des Municipalités Basques, en partenariat avec l'Institut Basque pour les Femmes et le Directeurat Basque pour les Victimes de Violences Basées sur le Genre crée une « école » pour les élues locales. A travers divers ateliers et séances d'entraînement, la "Virginia Woolf Basqueskola" offre aux femmes élues un lieu privilégié pour partager leurs expériences, renforcer leurs capacités de management, et rester informées des dernières avancées en matière de politiques d'égalité femme-homme.

Allemagne: S'engager durablement en faveur de la budgétisation sensible au genre

Depuis 2003, le Parlement berlinois s'engage à prendre en compte les questions de genre dans l'élaboration de sa politique budgétaire. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une large politique d'égalité femme-homme menée à l'échelle de la ville. La budgétisation sensible au genre se manifeste dans Berlin sous plusieurs formes: la ville a par exemple mené des analyses coût-bénéfices de plusieurs subventions et ouvert des nouvelles lignes de budget spécifiquement consacrées au genre.

France: Promouvoir l'égalité femme-homme au sein de petites municipalités

En 2012 et 2013, l'association Villes au carré a mené dans cinq villes un projet pilote ayant pour objectif d'encourager la prise en compte des questions de genres dans les politiques municipales. Sur une période de 18 mois, Villes au carré a organisé plusieurs conférences et sessions d'entraînement, tout en conduisant des recherches sexospécifiques. Les résultats de ce projet ont été rassemblés sur un site, qui regroupe entre autres des "boîtes à outils", des exemples de bonnes pratiques ainsi que des ressources pour organiser des activités de plaidoyer.

Sénégal: Instaurer la budgétisation sensible au genre pour renforcer la démocratie locale

Au sein des régions sénégalaises de Saint-Louis and Matam, l'association *Genre en Action* développe actuellement un projet pilote ayant pour but d'encourager la prise en compte des questions de genre dans la budgétisation au niveau local. Ce projet a également pour but de renforcer les capacités des associations locales, élus et citoyens en matière de budgétisation sensible au genre et de collecte de données.

Canada: Amplifier les voix des jeunes filles au niveau local

Dans le cadre du programme Safer Cities mené par Plan International et ONU-Habitat, l'ONG canadienne Femmes et Villes International (WICI) élabore des programmes scolaires visant à encourager les jeunes filles à jouer un rôle actif dans la transformation de leurs communautés urbaines. WICI organise un dialogue entre des jeunes filles et des dirigeants municipaux, de manière à ce que les revendications de ces jeunes filles puissent trouver un réel écho. Cet exercice permet aux dirigeants élus de se rendre compte que ce sont les jeunes filles elles-mêmes qui sont les mieux placées pour parler des problèmes qu'elles rencontrent en milieu urbain.

Ressources

- IWPR (2015) [White paper: Gender, Urbanization and Democratic Governance](https://www.ndi.org/files/Gender%20Urbanization%20and%20Local%20Governance%20White%20Paper.pdf) <https://www.ndi.org/files/Gender Urbanization and Local Governance White Paper.pdf>
- UN Habitat (2000) [Policy paper: Women and Urban Governance](http://www.ucl.ac.uk/dpu-projects/drivers_urb_change/urb_society/pdf_gender/HABITAT_policy_paper_women_urban.pdf) http://www.ucl.ac.uk/dpu-projects/drivers_urb_change/urb_society/pdf_gender/HABITAT_policy_paper_women_urban.pdf
- UN Habitat (2012) [Gender issue guide: Gender responsive urban planning and design](http://unhabitat.org/books/gender-responsive-urban-planning-and-design/) <http://unhabitat.org/books/gender-responsive-urban-planning-and-design/>
- UCLG (2015) [The role of local governments in promoting gender equality for sustainability](https://www.uclg.org/sites/default/files/the_role_of_local_governments_in_promoting_gender_equality_for_sustainability.pdf) https://www.uclg.org/sites/default/files/the_role_of_local_governments_in_promoting_gender_equality_for_sustainability.pdf
- UCLG (2013) [The equality agenda of United Cities and Local Governments](http://www.uclg-cisdp.org/fr/node/1947) <http://www.uclg-cisdp.org/fr/node/1947>
- UNSD (2015) [The World's Women 2015: Chap.5, Power and decision making](http://unstats.un.org/unsd/gender/downloads/WorldsWomen2015_chapter5_t.pdf) http://unstats.un.org/unsd/gender/downloads/WorldsWomen2015_chapter5_t.pdf
- Zebracki, Martin (2014). [Sex in the city: gender mainstreaming urban governance in Europe](http://ojs.tsv.fi/index.php/fennia/article/view/7894) <http://ojs.tsv.fi/index.php/fennia/article/view/7894>
- ESCAP, LOGOTRI (2001) [Women in Local Government in Asia and the Pacific](http://www.ucl.ac.uk/dpu-projects/drivers_urb_change/urb_society/pdf_gender/UNESCAP_Drage_Women_Local_Government_Asia_Pacific.pdf) http://www.ucl.ac.uk/dpu-projects/drivers_urb_change/urb_society/pdf_gender/UNESCAP_Drage_Women_Local_Government_Asia_Pacific.pdf